



# Trop peu, trop tard, un gouvernement à coté de ses pompes! Agissons pour les salaires, les pensions de retraite et la protection sociale...

Le Premier Ministre, après 3 semaines de colère sociale que le gouvernement n'a voulu ni voir, ni entendre et après des mois de mépris envers les avertissements lancés par la CGT, vient d'annoncer des mesures pour sortir du conflit et tenter d'apaiser la situation.

Si elles montrent les difficultés du gouvernement, ces « mesurette » ne sont pas de nature à permettre à une majorité de la population de boucler des fins de mois de plus en plus difficiles.

- **Rien sur la revalorisation des salaires.** Pas de coup de pouce sur le Smic : une augmentation de 3% constitue un maintien en euros constants en compensant juste l'inflation.

- **Rien sur la revalorisation des pensions de retraite** mais, au contraire, maintien de la non-indexation sur l'augmentation du « coût de la vie ».

- **Rien sur la revalorisation des prestations sociales**, si ce n'est un mode de calcul de l'APL qui pourrait sortir de son attribution nombre de bénéficiaires actuels.

- **Rien pour les jeunes**, rien sur la garantie d'accès à toutes et tous aux études, quel que soit son milieu, et la répression à la place !

- **Une aggravation des attaques contre les services publics** lorsque le gouvernement prévoit de compenser ces mesures par une baisse des dépenses publiques.

## Pourquoi enrichir les riches et appauvrir les autres ?

Sous la présidence d'Emmanuel Macron, les plus riches n'ont jamais amassé autant d'argent : record battu cette année avec un montant de 431 milliards soit une hausse de 15% en moyenne. Le plus riche d'entre eux, Bernard Arnaud, a vu sa fortune augmentée de 50 %.

Selon le Président, ces faveurs devaient favoriser l'investissement et l'emploi. Les investissements stagnent, les prévisions de croissance sont revues à la baisse. Le chômage a encore augmenté.

Les salaires ?

Une maigre augmentation par la suppression des

cotisations sociales, compensée par la hausse de la CSG. Ce qui revient à faire financer par les retraités, à la place des employeurs, des prestations dont

ils ne bénéficient jamais : indemnités de chômage et congés de maladie et maternité.

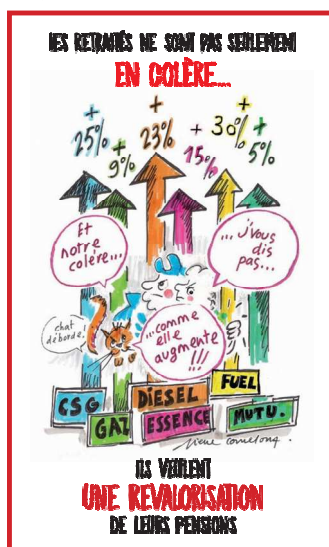
## Les retraités font aussi « tourner le pays »

Préserver et augmenter le pouvoir d'achat des retraités, contrairement à ce qu'affirment nos gouvernants, est très utile à l'économie du pays.

L'immense majorité des retraités ne spéculent pas, ni ne placent leur argent dans des paradis fiscaux. Ils l'injectent dans l'économie.

Selon le CREDOC, les plus de 50 ans représentent 48% de la consommation totale de la France. Ils assurent 64%

du marché de la santé, 60% de l'alimentation, 58% de l'équipement, 57% des loisirs et un tiers des jouets sont achetés par les retraités.



Ils sont le cœur d'une nouvelle industrie, la « silver économie », emplois à domicile, télé-assistance et sécurité, qui va générer la création de 350 000 emplois d'ici 2020. Ils consacrent 4 % de leurs revenus soit 10 milliards à leurs enfants et petits enfants... Et que dire de leur contribution aux activités associatives socialement précieuses pour compenser le désengagement de l'Etat.

### **L'exonération de la taxe d'habitation ? Un leurre**

Au total, c'est près de 5 milliards de pouvoir d'achat qui aura été prélevé sur les pensions. L'exonération par tiers de la taxe d'habitation représente cette année 1,2 milliards seulement. Mais de plus, cela va se traduire par des suppressions d'aides et de services dans les municipalités, amputées de leurs ressources. Les retraités en particulier se verront privés de toutes sortes d'aides dans les villes et les villages. A cela s'ajoutent les augmentations de carburants, du fuel, du gaz (même si celle de 2019 est annulée !), des mutuelles, la réduction des aides au logement.

### **Une baisse continue du pouvoir d'achat des retraités**

Les retraités sont et seront lourdement frappés. Toutes les prévisions montrent que le niveau de vie des retraités va baisser au minimum de 20% d'ici à 2035. Ce qui s'ajoute bien sûr aux 20% perdus depuis 15 ans ! Cela n'est pas acceptable sur le plan humain, mais ne l'est pas non plus sur le plan économique et social. Pas question de laisser faire. Et voilà qu'après le coup de la CSG aux retraités, la majorité LREM à l'Assemblée Nationale vient de voter, ce lundi 4 décembre 2018, en pleine protestation citoyenne, dans le cadre du budget de la Sécurité Sociale, une revalorisation de nos pensions à 0,3% alors que l'inflation constatée en 2017 est à 1,7% !

### **Nous sommes 16 millions**

Le gouvernement fait semblant d'ignorer le rôle que jouent les retraités dans tous les domaines de notre société. Il ne peut mépriser à ce point le rôle qu'elles et ils ont joué dans la production des richesses de la France

**. En fait le gouvernement craint la colère des retraités et surtout leur résistance et leurs actions. Nous n'allons pas le rassurer !**

**Nous ne sommes pas seulement en colère, nous voulons que nos retraites soient revalorisées à la hauteur de ce qui nous a été injustement prélevé.**

**L'Union Syndicale Locale des Retraités CGT d'Arles appelle les retraité.e.s à participer aux manifestations suivantes:**

**Jeudi 13 Décembre**

**ARLES : 10H30, Place de la République**

**Vendredi 14 Décembre**

**ARLES (Journée nationale d'action – initiative en construction)**

**Samedi 15 Décembre**

**MARSEILLE (Manifestation départementale) 14H Vieux-Port**

**Mardi 18 Décembre avec les retraités**

**ARLES: 10h30, 12 rue de la République  
(devant la permanence de la députée)**